

Jiji et Mulembwe (page 6)

# Un rendez-vous manqué



Le groupement des Sociétés CMC et ORASCOM de construction des deux barrages (Jiji et Mulembwe) estime que la mise en service de la première centrale (Jiji) est prévue d'ici mai 2024 alors que le délai prévu dans les contrats d'exécution de ce projet est décembre 2023.

INCENDIE MARCHÉ CENTRAL

SPORT

DEVELOPPEMENT



Synergie des médias

Incendie du marché central de Bujumbura, 10 ans en ruine, ... (page 3)



Youssef Ndayishimiye

... Youssef Ndayishimiye s'engage avec l'OGC Nice (page 7)



Secteur des assurances

Quatre « C » Client pour booster les primes ... (page 7)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24h.

## Editorial

## « La volonté de Dieu » tarde à se réaliser



Mélance Maniragaba,  
Rédacteur en chef adjoint.

Normalement, les dimanches sont des jours pas comme les autres. Ce sont des jours sacrés pour les croyants. Ceux-ci participent souvent à des messes pour remercier le Bon Dieu des bienfaits leur accordé et demander de les agréments. De plus, il existe même des non croyants qui valorisent les jours dominicaux et qui se reposent au lieu de vaquer à leurs activités quotidiennes.

Ce qui n'a pas été le cas dimanche le 27 janvier 2013. Les fumées et les flammes du marché central parti en feu remplacèrent les cloches des églises et réveillèrent les citoyens. Le graduel et les « kyrie eleison » furent à leur

tour substitués pour les uns par les larmes et les cris de plus de trois mille hommes et femmes commerçants qui œuvraient dans ce marché et qui assistaient impuissamment à l'incendie et aux pillages.

La situation a été prise au sérieux jusqu'à ce que le Président de la République interrompe le voyage qu'il effectuait à l'étranger. Mout efforts ont été par après fournis pour apaiser les âmes blessées. Mais, dix ans après, tout le monde attend Godot. « La volonté de Dieu » tarde à se réaliser. Pourtant, une des autorités avait annoncé pour ne pas dire prêcher que le marché central de Bujumbura

a pris feu pour que la volonté de Dieu se réalise, pour que soit construit dans cette place un marché central moderne.

Par ailleurs, les informations sur l'exploitation du site de l'ex-marché central n'ont cessé de circuler pour de probables investissements étrangers comme ceux en provenance de l'Asie (les Chinois), ceux en provenance de l'Afrique du Nord (les Egyptiens)...ceux en provenance du pays, notamment l'Association des Banques et Etablissements Financiers du Burundi (ABEF). La soif reste sur l'applicabilité des différents scénarios.

C'est déplorable qu'un pays existe sans marché central si on considère les pertes énormes à la fois physiques et psychologiques enregistrées non seulement par les usagers dudit marché, mais aussi par le trésor public à voir les impôts et taxes y collectés. Au juste, qu'est-ce qui manque pour tirer profit de cette plaque tournante, ex-grenier d'approvisionnement en divers produits pour le pays ?

Avec tout espoir, nous rejoignons les enseignements des églises qui confirment que Dieu ne se presse pas et qu'il n'est jamais en retard. Espérons que la volonté de Dieu se réalisera un jour, mais que le plus tôt serait le mieux.

Le drame survint le premier jour de la semaine et ses traces restent gravées dans la mémoire des habitants de la ville de Bujumbura voire de tout le pays.

### 20 voyageurs burundais avec faux documents refoulés en 2022

Il se manifeste un phénomène multiforme depuis que la Serbie a signé un accord avec le Burundi d'exempter les visas d'entrée aux ressortissants burundais entrant dans ce pays. Les étrangers, surtout les ressortissants des pays limitrophes du Rwanda et de la RDC passent par le Burundi pour chercher les documents de voyage et les obtiennent grâce à la complicité de certains responsables administratifs à la base ou certains agents du commissariat générale des migrations.

Le deuxième phénomène est le cas des gens qui voyagent avec des faux documents (visas et cartes de résidence) et qui par conséquent sont refoulés en mi-chemin ou après qu'ils soient arrivés dans le pays de destination. Ildéphonse Niyungeko, porte-parole adjoint du ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique parle de 20 cas refoulés depuis 2022.

### ECONET LEO sommé de payer ses arriérés à l'ARCT

Dans une correspondance du 24 janvier 2024 adressée à 18 banques commerciales et institutions de microfinance, l'Office Burundais des Recettes (OBR) demande à ces dernières de payer à l'acquit de CASSAVA FINTECH/SASAI FINTECH, la dette d'ECONET LEO d'un montant de plus de 88 milliards de FBu et plus de 44 millions USD. Pour rappel, CASSAVA FINTECH/SASAI FINTECH est une branche de Econet de la monnaie électronique.

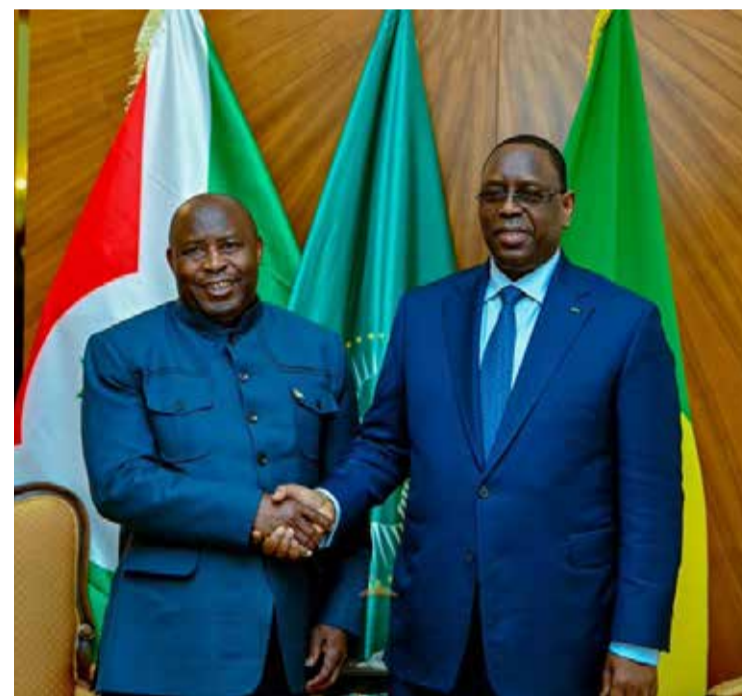
Ainsi, l'OBR précise que cette somme représente les arriérés dus par Econet Leo. Elle a également prié les banques et les institutions de microfinance de virer tous les soldes sur les comptes en FBu et en USD de l'ARCT. L'OBR précise bien qu'au cas où les comptes ne peuvent pas couvrir le montant de cette dette, les banques doivent bloquer les comptes et les soldes pour les comptes endéans de 5 jours. En plus de cela, elles ont été demandées de communiquer le montant des soldes virés.

### Des partenaires de plus en plus intéressés au financement du programme des logements sociaux



Le ministre des Infrastructures de l'Équipement et des Logement Sociaux Capitaine Dieudonné Dukundane a reçu le président de « Global Capital » au site Kizingwe-Bihara situé en mairie de Bujumbura. Il a indiqué que près de 100 hectares sont disponibles en Mairie de Bujumbura. Cela intervient au moment où le ministre Dukundane, ministre a présenté aux habitants de la ville de Bujumbura la vision du gouvernement de promouvoir les logements sociaux à travers la construction des maisons en étages.

### Le Président de la République participe au Sommet de Dakar sur la souveraineté alimentaire et la résilience en Afrique



Le Président de la République Evariste Ndayishimiye a pris part à la deuxième édition du Sommet de Dakar sur la souveraineté alimentaire et la résilience en Afrique en date du 25 au 27 janvier 2023.

En marge de ce Sommet, le Président de la République a rencontré les partenaires du Burundi pour leur présenter le Pacte national pour l'agriculture qui prévoit la mise en place de deux agropoles à Cibitoke et Karusi autour de quatre filières: riz, maïs, porcs et volailles.

Dans ces agropoles, une intensification de la production sera assurée avec l'aménagement, l'irrigation et la mécanisation. Ils serviront aussi à collecter et à stocker la production issue des gros périmètres irrigués dans les différents coins du pays pour être transformée et commercialisée.

**BurundiEco**

C. d'Uvira à 400m de l'ex-BINUB dans les enceintes de Hope Design

Référence CNC : 100/CNC/236/2012

Parution le vendredi

Tirage : 3000 exemplaires

Directeur de publication et

Rédacteur en chef :

Benjamin Kuriyo

Rédacteur en chef adjoint:

Mélance Maniragaba

Service commercial :

+257 22 277868 / 65800014

#### Taux de change du 27 Janvier 2023

Sources : BRB/www.brb.bj

| Monnaies étrangères | Marché officiel |         |
|---------------------|-----------------|---------|
|                     | Acheteur        | Vendeur |
| Dollar USA          | 2051            | 2084    |
| Euro                | 2230            | 2266    |
| Shi. Kenyan         | 16,4874         | 16,7533 |
| Shi. Tanzanien      | 0,8772          | 0,8914  |
| Shi. Ougandais      | 0,5573          | 0,5663  |
| Fr Rwandais         | 1,9004          | 1,9311  |

## Synergie des médias

## Incendie du marché central de Bujumbura, 10 ans en ruine, 10 ans de souffrance

Dossier préparé par Jimbere Magazine, Yaga, Iwacu et Burundi Eco avec l'appui de la Benevolencia

C'est un dimanche ordinaire, le 27 janvier 2013 mais le destin est déjà scellé : toute la ville de Bujumbura assiste impuissant à l'incendie de son marché central. Le cœur de la capitale est touché de plein fouet, des milliers d'autres saignent, ...toujours

Une fumée noire visible à plusieurs kilomètres à la ronde s'élève dans le ciel de Bujumbura, il s'assombrit vite, un mauvais signe. Une calamité vient de s'abattre sur le pays.

Un cinquième de PIB national vient de partir en fumée, un des piliers de l'économie nationale vient de s'écrouler et le pays peine jusqu'à ce jour à remettre à flot cette infrastructure, une mamelle nourricière des caisses de l'Etat.

Mais entre-temps, par manque de vision, à force d'hésiter entre des promesses mielleuses des plus-offrants et des vendeurs d'illusions et autres spéculateurs, les ruines sont toujours là, altières comme pour se moquer de l'inaction de tout un pays entraînant des pertes énormes au vu des rentrées générées par ce marché central avant l'incendie.

Pour le moment, la nature a repris ses droits, les herbes et les arbres ont poussé, quelques branches sont même visibles au-dessus de la toiture déformée, entamée par la rouille.

Un cauchemar, pour plusieurs commerçants ayant tout perdu, difficile pour eux de se remettre debout, une décennie de douleur. Reprendre tout à zéro n'a pas été facile, très peu réussiront à s'archouter, à se relever.

Selon des témoignages des anciens commerçants de l'ex-marché central de Bujumbura, aujourd'hui éparpillés aux quatre coins de la capitale économique, certains collègues complètement ruinés n'auront d'autres choix que de retourner au village, d'autres déprimeront. En une matinée, ils perdent tout.

Le processus de réinstallation de certains commerçants ayant quelques moyens au marché dit Cotebu à Ngagara sera long, la plupart se disent déçus : « Les clients ne se bousculent pas dans ce marché exigu et différents centres commerciaux comme des marchés privés et autres galeries construits après l'incendie du marché central de Bujumbura sont des concurrents de taille ».

Ils appellent le gouvernement de se ressaisir, à se réveiller pour l'intérêt supérieur du pays au vu des taxes et du climat des affaires qu'une telle infrastructure génère : « Il faut se doter d'un grand centre commercial à l'emplacement stratégique de l'ancien marché central ».

### Gabriel Rufyiri président de l'Olucome témoigne

Comme d'habitude pour chaque dimanche, je me préparais pour aller à l'église mais soudain j'ai vu une colonne de fumée noire qui s'élevait vers le ciel, j'ai décidé de



Le marché central de Bujumbura consumé par les flammes.

ne pas y aller parce que j'ai appris que c'était le marché central de Bujumbura qui était en train de brûler.

Je me suis directement rendu au bureau afin d'alerter des gens pouvant aider pour maîtriser ce feu. Et toutes les radios ont travaillé en synergie pour sonner l'alerte et mobiliser des gens afin d'éteindre le feu.

Malheureusement les sapeurs-pompiers appelés à la rescousse ont signalé qu'il n'y avait pas d'eau dans leurs camions-extincteurs. Le gouvernement rwandais a dépêché un hélicoptère bombardier d'eau en renfort pour aider à maîtriser ce feu mais c'était trop tard, vers 11 heures, il n'y avait plus grand-chose à sauver. Cet aéronef muni d'un réservoir d'eau suspendu a fait plusieurs navettes versant de l'eau sur ce marché submergé par des flammes. C'était une tragédie.

Selon des experts burundais dont l'économiste Donatien Bihute, les marchandises perdues dans cet incendie du marché central de Bujumbura représentaient 20% du PIB du pays.

Et ce qui est choquant, c'est que cet incendie n'a pas servi de leçon, on n'a rien appris de cette catastrophe. Les ruines du marché sont toujours là, il n'y a pas eu de reconstruction.

Tous ceux qui sont venus présenter des offres pour la construction d'un grand centre commercial à plusieurs niveaux avec des parkings souterrains, sont des spéculateurs.

La dernière en date, c'est l'Association des banques, il y avait quelques propositions mais cela n'a pas encore marché et ce sont des pertes énormes pour un pays comme le Burundi avec sa faible économie.

L'incendie de ce marché a été une catastrophe nationale : principal poumon économique, le marché permettait à tout le pays et ses environs de s'approvisionner en biens et vivres.

Plusieurs personnes ont tout perdu et des milliers d'emplois liés aux différentes activités ont été également perdus.

Selon la Coalition des Syndicats du Burundi (COSYBU), 5.000 commerçants dont 3.500 exerçant

des activités connexes dans ce marché et tout autour, ont perdu leurs marchandises et leurs emplois.

Beaucoup d'entre eux sont devenus des malades mentaux et d'autres sont retournés, toute honte bue, à leurs collines d'origine les poches vides suite à cette catastrophe.

Afin de venir au secours des commerçants, le gouvernement a construit un nouveau marché à Ngagara dit Cotebu mais ce marché n'est jamais devenu rentable, il y a 10 ans car étant mal construit. Et c'est au moment où des marchés et autres centres commerciaux des particuliers prospèrent.

C'est désolant de voir que jusqu'aujourd'hui, ce marché central n'est pas encore balayé avec toutes les conséquences néfastes sur l'environnement et sur la santé des personnes œuvrant dans ses environs.

### Que de spéculations

Il y a eu certaines sociétés qui ont demandé de le construire dont la probable société Cino-Afrique et l'Association des banques du Burundi mais en vain.

Pour la première société, l'Olucome a appris, avec des preuves à l'appui, qu'elle était une société d'une haute autorité burundaise qui était l'ambassadeur du Burundi en Chine via son épouse chinoise et n'avait pas de moyens financiers suffisants pour accomplir son engagement.

Jusqu'à maintenant, beaucoup de marchés ont été construits et rien n'a été prévu comme allée pour les véhicules anti-incendie et ne disposent même pas des accessoires anti-incendie comme les extincteurs ou des tuyaux d'eau pouvant se déclencher en cas d'incendie. Il faut des véhicules anti-incendie suffisants et toujours prêts à intervenir.

De même, il n'y a aucune politique généralisée pour mobiliser les commerçants à adhérer dans des sociétés d'assurance, quand le marché central a pris feu, très peu de commerçants avaient souscrit à une assurance.

L'Olucome demande au gouvernement du Burundi d'assurer tous les marchés et de sensibiliser les commerçants à adhérer dans des sociétés d'assurance.

### Incendie du marché central de Bujumbura : 10 ans après qu'est-ce qui reste ?

Dimanche 27 février 2023, une date à marquer d'une pierre noire pour les commerçants qui avaient des stands au marché central de Bujumbura consumé par le feu. Cet incendie a laissé les cœurs de plus de 7.000 commerçants dévastés, meurtris par la perte de tous leurs biens.

Après la construction du marché central de Bujumbura en 1994, sa gestion sera confiée à la Société de Gestion du Marché Central de Bujumbura (SOGEMAC) pour une durée déterminée de 30 ans. Avec plus de 3.000 stands actifs officiels et près de 7.000 commerçants, le marché central s'avère être un des piliers de l'économie nationale. Ce dimanche du 27 février 2013, tout bascule, un cauchemar. L'espoir de toute une nation est ravalé.

Contre toute attente, un feu cyclopéen ravage le marché central de Bujumbura. Selon la version officielle, l'incendie s'est déclaré vers 6 heures et demie au quartier IV dans un stand contenant des habits et du matériel électronique (Télévisions et DVD). Il va falloir de longues heures avant l'intervention des camions anti-incendie, les sapeurs-pompiers arrivent à 8 heures du matin, soit 2 heures après le départ du premier foyer d'incendie et ce sera un remue-ménage général, ce qui ne facilite pas leur travail.

Malgré les efforts fournis, l'incendie ne sera pas maîtrisé, il s'en suivra des tentatives de sauvetage des quelques biens encore à l'abri des flammes. Le désordre s'installe. A 10 heures et demie, impossibilité de distinguer les commerçants des pilleurs, des cris alarmants, des sirènes retentissent dans tous les coins : la désolation. Les sapeurs-pompiers se tournent vers les immeubles avoisinants le marché central pour éviter que ces derniers ne propagent autour.

### Etat des lieux

Après que le Gouvernement se soit engagé à construire un marché provisoire à Ngagara pour remédier à la situation désolante



Le gouvernement rwandais a dépêché un hélicoptère bombardier d'eau en renfort pour aider à maîtriser le feu, mais c'était trop tard.



Des sapeurs-pompiers tentent l'impossible.

des commerçants qui ont perdu leurs biens au marché central de Bujumbura, il s'est observé un ouf de soulagement.

La plupart des commerçants qui ont pu se relever ont vite déménagé vers d'autres points de commerce de la ville de Bujumbura comme Jabe, Ruvumera, Kamenge et Kwa Siyoni.

Aujourd'hui, l'infrastructure est laissée pour compte tel un monument abandonné. Parmi les vendeuses de fruits et de légumes qui ont perdu l'espace qui leur servait de vente, il y a Madeleine, la quarantaine, elle est inconsolable : « Nous avons demandé à maintes reprises que le Grenier du Burundi soit réaménagé et réouvert pour que nous puissions vaquer à nos occupations dans notre ancien espace de vente mais en vain ».

Ces dernières sont la cible régulière de la police qui leur répète qu'elles n'ont pas le droit de faire du petit commerce autour du marché central. Des fois, elles sont emprisonnées puis relâchées et souvent leurs marchandises sont confisquées mais ces battantes s'obstinent arguant que le peu de marchandises qu'elles essaient d'écouler constituent leur seule source de revenus.

Agnès, une jeune veuve avec 4 enfants à sa charge ne mâche pas les mots : « Plutôt mourir qu'abandonner le lieu qui me procure de quoi nourrir mes enfants. L'Etat devrait réhabiliter le Grenier du Burundi. Là, nous n'aurons plus de problème avec la police ».

## Retour sur les promesses du Gouvernement

Depuis l'année 2014, moults engagements du gouvernement ont passés dans des annonces officielles arguant qu'un grand centre commercial pourrait être érigé à la place de l'ex-marché central de Bujumbura. Les choses ne se sont pas passées comme annoncées.

Le marché gagné par la société chinoise Jiangxi Jianglian International Engineering n'a jamais pu se concrétiser. Les motifs de la non-exécution de ce marché n'ont jamais été exprimés à l'endroit de l'opinion publique faisant de ce marché une affaire interne de l'Etat.

Le porte-Parole du Gouvernement Prosper Ntahorwamiye avait fait remarquer qu'aucune offre n'a été réceptionnée dans les délais prévus par les termes de référence et que le gouvernement a décidé de

sensibiliser ses partenaires pour les intéresser à ce projet.

Mi 2021 : Le conseil des ministres adopte la feuille de route et le memorandum d'entente pour la construction d'un centre commercial digne des normes internationales de 5 niveaux avec un parking obligatoire pour 400 à 500 véhicules au sous-sol et en surface, des salles de conférences/concerts et expositions, etc.

La note de requête présentée au Gouvernement par l'Association des Banques et Etablissements Financiers (ABEF) en décembre 2020 avait été analysée et agréée par le conseil des ministres.

Le choix du projet et de la maquette était prévu au mois de novembre 2021. La réception des études y compris les études d'impact environnemental ainsi que le lancement d'appel d'offre pour la construction de ce centre commercial étaient prévus au mois de juin et juillet 2022. Aussi, la pose de la première pierre est prévue au mois d'avril 2023.

L'inauguration de ce centre commercial est prévue au mois d'avril 2026. Nous avons essayé de joindre le représentant de l'ABEF pour nous enquérir de l'état d'avancement du processus en vain.

## Incendie du marché central de Bujumbura, 10 ans déjà : une plaie incurable pour les commerçants

Gabriel Kabura est commerçant au marché de Ngagara II communément appelé Cotebu. Comme la plupart des occupants de ce marché, il a été victime de l'incendie du 27 janvier 2013 qui a ravagé le marché central de Bujumbura où il vendait différents articles depuis une vingtaine d'années.

Lors de de cette tragédie, il a assisté impuissant à la consommation de tout son capital, il l'estimait autour de 30 millions de FBu. « Cela a été le moment le plus dur de ma vie, d'ailleurs la seule fois où j'ai été obligé d'aller voir un psychologue », déplore-t-il.

Un mois après cet incendie, le gouvernement a commencé à aménager le marché dit Cotebu pour y délocaliser les sinistrés. Une information bien accueillie, cette annonce a mis du baume au cœur des commerçants du marché central de Bujumbura errant dont Kabura, ils croyaient que la délocalisation allait être immédiate.

Finalement, il a fallu deux longues années pour que ce nouveau marché soit fonctionnel. Puisqu'il fallait recommencer à zéro. La délocalisation vers le marché de Cotebu leur exigeait des moyens,



... panique générale.

un frein pour la plupart des commerçants de l'ex-marché central, bon nombre d'entre eux n'avaient plus rien.

Pour avoir un petit capital lui permettant de recommencer son business, ce père de 9 enfants a dû vendre ses biens et ses terres cultivables.

Heureusement qu'il en avait encore. Dix ans après, ce commerçant regrette qu'il peine toujours à redynamiser son commerce et qu'actuellement il ne travaille que pour assurer la survie de sa famille.

Lorsque nous avons rencontré C.B, il était assis dans son échoppe presque vide au marché dit Cotebu. A l'ex-marché central de Bujumbura, il avait deux échoppes bien remplies de marchandises.

Après cette tragédie, il a dû envoyer sa famille au village : « Si je suis toujours à Bujumbura, c'est juste parce que je ne veux pas que mes enfants meurent de faim sous mes yeux au village », raconte-t-il.

Pour lui, l'histoire de l'ex-marché central est une histoire qu'il souhaiterait oublier pour de bon. Mais hélas, regrette-t-il, chaque fois que cette date approche, je suis obligé de m'en souvenir.

« Mais quand même, Dieu merci je suis encore en vie et j'ai toujours

quelques produits à vendre au moment où beaucoup de mes anciens collègues n'ont plus rien, ceux qui sont toujours en vie bien sûr. Car il y en a qui, après cet incendie, ont développé des maladies cardiaques et y ont succombé », se reconforta-t-il.

## Qui en profite finalement ?

Selon Gabriel Kabura, toute une décennie sans marché central est une grosse perte pour les commerçants et leurs familles, mais beaucoup plus pour le pays. « Si on avait reconstruit ce marché dans l'immédiat, sûrement que le chômage et la pauvreté n'auraient pas atteint le niveau qu'ils ont aujourd'hui », regrette-t-il.

Selon Faustin Ndikumana, président de l'ONG locale PARCEM (Parole et Actions pour le Réveil des Consciences et l'Evolution des Mentalités) à part que le pays perd beaucoup d'opportunités, il ne gagne rien dans le fait de ne pas rénover le marché central.

Il explique que ce marché constituait une vitrine pour l'économie nationale et assurait la visibilité du pays. « A voir la position de plaque tournante qu'occupe notre pays, un tel marché s'il avait été reconstruit d'une façon moderne, non seulement aurait permis la modernisation de la ville de



Feu président Pierre Nkurunziza venu reconforter les commerçants.

Bujumbura, mais également, aurait été un centre d'approvisionnement pour les pays de la sous-région », explique-t-il.

D'après lui, cela ferait entrer beaucoup de devises dans les caisses de l'Etat vu que le pays en a besoin. « Puisqu'il y aurait développement des activités économiques, cela favoriserait l'entrepreneuriat des jeunes et la création de l'emploi ».

Selon cet activiste de la société civile, un autre manque à gagner est lié aux taxes municipales qui ne sont plus perçues aux impôts qui devraient entrer dans le trésor public, etc. Il invite les autorités burundaises à y penser sérieusement pour le bien du pays.

## Marché central de Bujumbura : à reconstruire ou à repenser ?

10 ans que le marché central est parti en fumée. 10 ans que les restes encore "fumants" rappellent au passant la terrible journée où les vies des milliers de "Bujumburois" ont basculé. Entre temps, le

"business" s'est développé sur les cendres ou autour des décombres dudit marché. De quoi se demander s'il est opportun aujourd'hui de le reconstruire ou construire une autre infrastructure à la place.

Construit en 1994 sur une superficie de presque 3 hectares pour un montant de 1,5 milliards de FBu de l'époque, le marché central de Bujumbura comptait plus de 7 mille commerçants. Avec 2092 stands officiellement connus, cette infrastructure en avait plus de 3.000 quand il a pris feu. Tout cela pour montrer l'importance de ce marché dans la vie du pays. Il y a même des estimations que ce marché central représentait un cinquième de l'économie nationale.

Pour la plupart des analystes et observateurs, l'importance de l'ex-marché central n'est point à démontrer. Quand l'incendie s'est déclaré le 27 janvier 2013 dans ce marché, un des poumons du pays, des vies des milliers de gens ont basculé.

Mais, comme le dit si bien un adage Kirundi, "Uwuvunitse aca amenya gucumbagira" (Celui qui se casse un membre apprend vite à claudiquer. NDLR), les "Bujumburois" ont vite appris à avancer clopin-clopant, à s'adapter.

En témoigne la floraison de nombreuses galeries autour de la place où s'érigait l'ex-marché central et un peu partout au centre-ville. Sans doute que les galeries Village Market, Le Parisien, Flic en Flac, etc., ont connu l'essor quand le marché central est parti en fumée.

De quoi se poser une question, un brin cynique peut-être, mais qui a son importance : doit-on reconstruire le marché tel qu'il était alors que peut-être l'écosystème des



... peine perdue.

affaires au centre-ville n'est plus le même, 10 ans après ?

Ou bien faudrait-il penser à y construire une autre infrastructure publique d'intérêt national ? Cette question, nous sommes allés la poser aux citoyens. Et le moins que l'on puisse dire c'est qu'ils ont été surpris par la question.

**Construire une autre infrastructure ? Ça ne va pas la tête !**

I.B. est une jeune femme de 27 ans qui travaille dans une boîte qui œuvre

dans le digital. Quand on lui a posé la question de savoir si on ne ferait pas bien de construire un gratte-ciel de 30 niveaux avec plusieurs centres commerciaux à l'intérieur à la place du marché central, la réponse a fusé automatiquement : Non. Il faut y reconstruire un autre marché, peut-être plus moderne que l'ancien, mais un marché quand même. Parce que, selon elle, l'ancien marché central n'est pas qu'un marché. C'était un lieu important pour toute ville de par son emplacement et sa fréquentation.

C.I., est un jeune homme de 24

ans. Lui aussi pense qu'il faut reconstruire le marché et le rendre plus moderne. Même le Mall qui a été évoqué à un certain moment ne l'emballer pas car, selon lui, les centres commerciaux sont pour les gens aisés qui ont des moyens tandis que les petites gens vont là où les produits coûtent moins chers, c'est-à-dire au marché public.

Nous sommes allés voir un urbaniste pour lui poser la même question. La réponse de Chris-Noël Nduwimana, spécialiste en aménagement, n'est pas différente de celle des deux jeunes interrogés.

Selon lui, il faut y reconstruire le marché, mais il fait quelques nuances. Il trouve qu'il devrait y avoir d'abord une étude de faisabilité pour savoir comment le reconstruire. "Pour tout projet de grande envergure, il faut des études quantitatives et qualitatives. Il faudra peut-être montrer la forme du marché qu'on va reconstruire", a indiqué l'expert.

Il n'est pas du même avis avec ceux qui pensent qu'avec les bouchons que connaît déjà le centre-ville, la reconstruction du marché serait problématique. « Cela parce que la question de la mobilité se pose déjà et qu'il faut une réflexion en profondeur pour le résoudre indépendamment de la reconstruction du marché ».

Bref, tous ceux qui ont été approchés s'accordent sur une chose : reconstruire le marché central. Ni Mall, ni parking, encore moins une infrastructure à plusieurs niveaux. Seulement le marché et rien que le marché. Une autre preuve supplémentaire que le souvenir du marché central reste gravé dans la mémoire de Burundais, 10 ans après...

Abbas Mbazumutima, Journal Iwacu

Dieudonné Bwitonzi, Jimbere Magazine

Florence Inyabuntu, Burundi Eco

Parfait Nzeyimana, Yaga

## SOCIÉTÉ

# Les discours colériques dissipent tout effort de réconciliation

Dans un contexte post-conflit, les discours colériques peuvent engendrer des conséquences fâcheuses, reconnaît Divine Ininahazwe, socio-anthropologue, expert en genre et développement. Certains membres des groupes sociaux peuvent constater qu'ils ne sont pas écoutés et qu'ils n'ont pas le droit de s'exprimer. Cela peut dissiper tout effort de réconciliation et quand la communauté est fragilisée, le développement intégral n'est pas possible. Pour cette socio-anthropologue, chaque leader ou tout autre individu qui a la chance de s'adresser aux gens doit le faire avec calme et modération. Seul un discours pacifiste, unificateur, tolérant peut changer le monde

**Quelles sont les caractéristiques d'un discours colérique ?**

C'est un discours caractérisé par des menaces et des intimidations. Il suscite la peur. L'auteur monopolise la parole et ses interlocuteurs n'ont pas la possibilité de lui répondre ou de réagir.

C'est un discours qui n'est pas du tout tolérant. Il n'est pas du tout pacifiste. Il n'y a pas la possibilité de promouvoir le débat et l'interaction. L'auteur affirme son autorité sur la foule. C'est également un manque de capacité d'écoute.



Divine Ininahazwe, socio-anthropologue, expert en genre et développement : « Chaque leader ou tout autre individu qui a la chance de s'adresser aux gens doit le faire avec calme et sérénité ».

**Qu'est-ce qui pousse les leaders d'opinion à recourir aux discours colériques ?**

Les leaders s'emportent souvent

pour montrer leur force et leur autorité, pour montrer qu'ils sont puissants par rapport à leurs subalternes. Cela veut dire que les autres doivent se soumettre. Mais, le leader n'a pas toujours raison. Si les autres s'expriment, peut-être que le

leader peut changer la manière de décider. Les différentes interactions menées d'une façon très calme promeuvent la compréhension mutuelle. Cela est impossible quand le discours est colérique.

**Dans un contexte post-conflit, ces discours peuvent-ils fragiliser les communautés ?**

Dans un contexte post-conflit, ces discours peuvent engendrer des conséquences fâcheuses. Certains membres des groupes sociaux peuvent constater qu'ils ne sont pas écoutés et qu'ils n'ont pas le droit de s'exprimer. Cela peut dissiper tout effort de réconciliation alors que l'écoute et la compréhension sont vecteurs de la cohésion sociale. Ces discours sont un obstacle au vivre ensemble. Quand une communauté est fragilisée, le développement intégral n'est pas possible.

**Si ces discours sont déjà une réalité, comment peut-on les déconstruire ?**

C'est aussi simple. Chaque leader ou tout autre individu qui a la chance de s'adresser aux gens doit le faire avec calme et sérénité. Il faut ouvrir un débat. Les interactions dans un climat pacifique permettent de bâtir une société juste et prospère. Il est indispensable de promouvoir l'écoute et le rapprochement afin de développer la société. Seul un discours pacifiste, unificateur, tolérant peut changer le monde.

Bruce Habarugira

## Le Projet Hydroélectrique Jiji et Mulembwe

# Le rendez-vous ne sera pas respecté

L'exécution du Projet Hydroélectrique Jiji et Mulembwe accuse des retards compte tenu des délais qui étaient prévus. De la construction de deux centrales Jiji et Mulembwe, des lignes de transport et des postes de transmission, les bailleurs de fonds mettent la pression sur les entreprises de construction de redoubler d'efforts pour rattraper si possible le temps perdu



Le méga projet hydroélectrique Jiji-Mulembwe va coûter au total 270,40 millions USD.

En compagnie du ministre de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines, les principaux bailleurs, à savoir : la délégation de l'Union Européenne (UE), la Banque Mondiale (BM), la Banque Africaine de Développement (BAD) du gigantesque Projet Hydroélectrique Jiji et Mulembwe (PHJIMU) ont effectué du 19 au 20 janvier 2023 une descente de haut niveau sur tous les sites qui impliquent le projet. Il s'agit des chantiers en construction de deux centrales Jiji et Mulembwe, de la base vie pour les lignes de transport de Nyakararo et les deux postes de transformation de Kabezi et celui de dispatching de la RN1.

La construction de deux centrales hydroélectriques sur les rivières Jiji et Mulembwe est assurée par le Groupement des Sociétés CMC et ORASCOM respectivement italienne et égyptienne, les lignes de transmission par l'entreprise indienne KEC International et postes associés, l'entreprise française VINCI. Le constat est le même pour chacune de entreprises : les travaux sont en retard.

### La centrale hydroélectrique Jiji pourrait être mise en service en mai 2024

Le constat est que les travaux accusent des retards par rapport aux délais qui étaient prévus. Au niveau du barrage Jiji, le dessablement est déjà terminé. Les travaux en cours concernent la construction du barrage proprement dit, du mur de barrage (permettant de faire le lac de retenue) ainsi que le creusement du tunnel qui va écouler l'eau vers la maison du barrage. Sur le barrage Mulembwe, les travaux ne sont pas du tout avancés.

Toutefois, le groupement de construction des deux barrages

estime que la mise en service de la première centrale (Jiji) est prévue d'ici mai 2024 alors que le délai prévu dans les contrats d'exécution de ce projet est décembre 2023. Mais là également, lors de la visite certains techniciens n'en croyaient pas un mot, vu les travaux restants qui restent à faire.

### Des difficultés d'approvisionnement à l'origine des retards

Le Groupement des Sociétés CMC et ORASCOM de construction des deux barrages évoquent plusieurs raisons à l'origine des retards. Il s'agit entre autres de la pénurie du carburant qui s'est manifesté durant l'année 2022, des aléas climatiques, des glissements des terrains. La zone de construction des deux barrages est très difficilement praticable pendant les périodes pluvieuses.

En plus, Ibrahim Uwizeye, ministre en charge de l'énergie ajoute que la Covid-19 et le conflit Russie-Ukraine ont impacté négativement l'avancement des travaux. Une grande partie du matériel utilisé proviendrait de l'Ukraine. Ce qui a fait que les prix des matériaux augmentent exponentiellement. Et de profiter cette occasion pour demander aux principaux bailleurs d'accorder des financements additionnels pour l'achèvement du projet. Les responsables de ces entreprises projettent la mise en



A la base vie de KEC International, le matériel pour fondation des pylônes et des câbles est disponible. Toutefois, l'entreprise accuse également des retards.

service de la première centrale (Jiji) au mois de mai 2024 alors que le délai prévu dans les contrats d'exécution de ce projet est décembre 2023. Le ministre Uwizeye a demandé aux entreprises de construction de redoubler d'efforts pour rattraper si possible le temps perdu.

### Où en est-on avec la construction des lignes de transmission ?

Vendredi le 20 janvier 2023, la visite

s'est poursuivie sur la base vie de KEC International qui se charge de la construction des lignes de transport de l'électricité qui proviendra de Jiji-Mulembwe. Sur cette base, l'entreprise affirme que le matériel pour fondation des pylônes et des câbles est disponible. Toutefois, l'entreprise accuse également des retards. Elle avance comme raisons le problème de libération des emprises et les problèmes techniques liés aux routes d'axes. Pour des raisons techniques, il y a des fois où il y a nécessité de changer les routes d'axes tel que libéré dans les contrats.

Le gouvernement du Burundi demande que les routes d'axes soient respectées tel qu'elles sont dans les contrats. Le DG de la Regideso dit que les changements des routes d'axes impliqueraient le chambardement des indemnités. Les ingénieurs de la délégation ont demandé à ce que l'ingénieur conseil qui est l'entreprise canadienne AECOM, suive de près cette question pour que les travaux avancent.

Quant à ce qui est de la libération des emprises, le coordinateur du PHJIMU indique que 50% des indemnités ont été réglées, mais que KEC n'a pas encore parcouru toute la distance libérée.

### L'état d'avancement des constructions pour les postes de transformation n'est pas satisfaisant

Sur le site de transformation de l'énergie se trouvant à Kabezi dans la province de Bujumbura, Ir Albert

Manigomba, directeur général de la Regideso n'est pas du tout satisfait de l'état d'avancement des travaux de ce poste qui réceptionnera l'énergie provenant des barrages Jiji-Mulembwe. Le DG de la Regideso et la délégation ont constaté que l'entreprise Vinci a beaucoup trainé les pieds. Encore, il a été constaté que les recommandations de la dernière visite n'ont pas tenues en considération, surtout sur le volet environnemental. Il avait été recommandé de voir comment canaliser les eaux de pluie pour protéger le site et étudier les risques que les travaux peuvent avoir sur la RN5.

Le constat a été le même au centre de dispatching de l'énergie sur la RN1. Le Directeur Général de la Regideso recommande à l'entreprise de construction une mobilisation forte du personnel et des équipements adéquats pour rattraper les retards enregistrés. « Il en va de votre réputation », fait remarquer le représentant de la BAD. Il explique que VINCI a l'intérêt que sa tâche soit accomplie comme il faut, surtout que ce n'est pas le dernier projet des bailleurs de fonds qui intéresserait l'entreprise. La réussite du projet déterminera la suite de la collaboration.

L'autre constat est la mauvaise collaboration entre les trois entreprises qui exécutent le projet. Des points de divergences techniques sont révélés surtout pour les connexions sur les lignes entre VINCI et KEC sur le dimensionnement d'une part et VINCI et ORASCOM d'autre part. Là encore, l'ingénieur civil a été appelé d'être vigilant et trancher sur la question afin qu'il y ait une interconnexion entre les trois exécutants du projet.

### La continuité du financement dépendra de la résorption des retards

Au nom des bailleurs de fonds de ce projet, Claude Bochu, ambassadeur de l'Union Européenne au Burundi a réitéré son engagement à appuyer ce projet mais après une évaluation de son avancement. « Il faut d'abord regarder ensemble les causes et les responsabilités des retards qui ont été importants ».

Le méga projet hydroélectrique Jiji-Mulembwe va coûter au total 270,40 millions USD et est financé respectivement par l'Etat burundais (6%), l'Union Européenne - Banque Européenne d'Investissement - Commission Européenne (49%), la Banque Mondiale (37%) et la Banque Africaine de Développement (8%).

Le projet Jiji-Mulembwe qui apportera un supplément de 49,5MW vient en complément à d'autres projets hydroélectriques nationaux (Ruzibazi, KABU 16) et régionaux (Rusizi III, Rusumo Falls) bénéfiques au Burundi et soutenus par les mêmes bailleurs de fonds

Selon Claude Bochu, 200 mille nouvelles connexions en électricité seront faites aux entreprises et à la population. Il souhaite que les populations locales, les écoles et les structures de santé soient les premières à bénéficier de l'électricité avant qu'elle ne soit transportée à Bujumbura. Et d'inviter les investisseurs privés à investir dans le domaine de l'énergie. « Ce ne sera pas suffisant pour atteindre les objectifs de l'accès universel à l'électricité d'ici 2030. Il faut aussi intéresser les investisseurs privés à investir dans ce domaine », recommande-t-il.



Au centre de dispatching de l'énergie sur la RN1, le DG de la Regideso n'a pas été satisfait de l'état d'avancement des travaux.

## Quatre « C » Client pour booster les primes dans le secteur des assurances

Le secteur des assurances a affiché des résultats performants sur les cinq dernières années et surtout en 2021. Pour faire mieux et répondre aux besoins des clients, l'expert Jean Paul Roux priorise le Marketing Client avec les 4 C, soit la connaissance, le contact, le conseil et la concrétisation

Selon le rapport annuel du secteur des assurances, exercice 2021 de l'Agence de Régulation des Assurances (ARCA), la production du secteur des assurances a enregistré un taux de croissance record de 21,5% en 2021 par rapport à l'année 2020. Ce niveau de croissance est plus élevé que celui observé en 2019.

« Les primes émises au cours de l'exercice 2021 s'élèvent à 75,5 milliards de FBu contre 62,1 milliards de FBu en 2020. L'assurance Vie enregistre un taux de croissance plus élevé, soit 23,4% de taux de croissance annuel moyen entre 2017 et 2021 au moment où celui de l'assurance Non Vie est de 12,5%, de taux de croissance annuel moyen en 2017 et 2021 ».

Et de renchérir : « Le taux de pénétration est passé de 0,93% en 2020 à 1,01% en 2021. La dépense annuelle moyenne par tête en produits d'assurance s'élève à 6 006 FBu en 2021 contre 5 049 FBu en 2020 ».



Jean Paul Roux, consultant international en assurance : « Il faut écouter le client, le comprendre et répondre parfaitement à ses attentes ».

### Toujours des manquements

Le rapport annuel du secteur des assurances, exercice 2021 de l'ARCA reconnaît que la situation des différentes compagnies d'assurances n'est pas la même.

D'après toujours lui, certaines sociétés d'assurances ne respectent pas les exigences légales et réglementaires en matière de couverture des engagements et de solvabilité.

Et de faire remarquer : « 34 millions de FBu d'amendes ont été infligés aux compagnies d'assurances qui ne respectent pas les délais de paiement des sinistres fixés par la loi ».

Ledit rapport signale qu'il y a encore du chemin à faire dans la promotion du secteur des assurances, dans le contrôle et dans le respect de la réglementation.

### La priorité aux clients

Pour Jean Paul Roux, Consultant

international en assurance, le client doit être au centre de la stratégie. « Il faut l'écouter, le comprendre et répondre parfaitement à ses attentes », conseille Jean Paul Roux. C'est pourquoi, explique-t-il, il est nécessaire de mettre en place des concepts pour être près du client d'une façon régulière, surtout qu'au niveau des assurances, on a besoin des clients pour encaisser les primes et payer les sinistres.

« Au niveau du marketing client, il sied d'initier le concept de 4C, un concept qui place le client au cœur de la stratégie », informe-t-il.

Le premier « C » concerne la connaissance de son portefeuille, fait savoir M. Jean-Paul Roux. Pour dire que si on connaît bien son fichier « client », on connaît donc sa valeur.

Le deuxième C, indique le consultant international est le contact, soit la façon de gérer la prise de rendez-vous avec le client.

Quant au troisième C, celui-ci est en rapport avec le Conseil, c'est-à-dire écouter, comprendre les attentes du client et trouver des solutions avec le Client.

Et de poursuivre : « Le quatrième « C » est relatif à la Concrétisation. Il faut savoir convaincre et faire en sorte que le Client est un consommateur

L'assureur doit mettre en place une méthodologie d'organisation. Il doit respecter les engagements, les horaires et le suivi client.

Les entreprises d'assurances agréées à la fin de l'exercice 2021 sont au nombre de 17 dont 10 sociétés d'assurances Non Vie, 6 sociétés d'assurances Vie et une société composite. Pour l'Expert Jean-Paul Roux, le secteur de l'Assurance au Burundi poursuit son évolution et il reste du chemin à parcourir pour que les Burundais accordent leur pleine confiance aux assureurs.

Mélance Maniragaba

## SPORT

## L'international burundais Youssouf Ndayishimiye s'engage avec l'OGC Nice

Youssouf Ndayishimiye est désormais joueur d'OGC Nice jusqu'en juin 2027. Il a quitté le club turc d'Istanbul Başakşehir pour un montant d'environ 11 millions d'euros

Selon différents médias européens, l'international burundais Youssouf Ndayishimiye s'est engagé mercredi le 25 janvier 2023 avec le club français d'OGC Nice jusqu'en juin 2027. Le montant du transfert est d'environ 11 millions d'euros excepté les bonus. Le joueur de 24 ans vient du club turc d'Istanbul Başakşehir (troisième du championnat de Turquie) où il a disputé 28 matches, toutes compétitions confondues, et inscrit sept buts depuis le début de la saison. Le club de la Côte d'Azur espère qu'il sera qualifié lors de la réception la formation de Lille, dimanche (à 14h00), à l'occasion de la 20e journée de Ligue 1, selon Le Figaro.

« Youssouf est un joueur polyvalent, capable d'évoluer en défense centrale et au milieu. Youssouf va apporter de la densité à l'effectif. C'est un joueur complet. Il est très engagé et compétiteur. Il correspond aux valeurs et à l'identité que nous voulons donner à notre équipe », a indiqué dans un communiqué Florent Ghisolfi, directeur sportif d'OGC Nice.

### RC Lens s'intéressait aussi à Ndayishimiye

Malgré qu'OGC Nice ait officialisé l'arrivée du joueur burundais, un autre club français RC Lens s'intéressait aux services de la pépite burundaise. Mais cette dernière a rejeté les avances lensoises.



Youssouf Ndayishimiye est désormais niçois.

Pourquoi ? Selon 90 min.com, le RC Lens pensait pouvoir récupérer un cadre défensif de renom durant ce mois de janvier. Le joueur visé était Youssouf Ndayishimiye, défenseur du club turc l'Istanbul Başakşehir. La direction lensoise avait proposé 12 millions d'euros pour ses services. Une proposition qui convenait au club turc, mais en vain. L'OGC Nice aurait toujours eu la main dans ce dossier ayant les faveurs assumées de Ndayishimiye depuis l'été dernier. Donc l'international burundais a respecté sa promesse. En conséquence, RC Lens est obligé de se tourner vers d'autres options en défense centrale durant ce mercato d'hiver.

Pour rappel, dans l'émission de TV5 Monde intitulé « Le 11 africain de la semaine » du 11 au 18 octobre 2022, Youssouf Ndayishimiye, l'international burundais et défenseur central d'Istanbul Başakşehir à cette époque a été choisi parmi les meilleurs joueurs africains de cette semaine à côté des autres stars africaines notamment Sadio Mané, Mohamed Salah et André Onana. Il a été choisi grâce aux performances qu'il a affichées dans le match que son équipe disputait contre Istanbulspor dimanche le 16 octobre 2022. Ce jour-là, la pépite burundaise s'est offert un doublé: les seuls buts inscrits au cours de cette rencontre.

Le défenseur Youssouf Ndayishimiye a quitté le Burundi et son club formateur d'Aigle Noir depuis février 2021 pour s'engager avec Istanbul Başakşehir (Turquie). Sa carrière footballistique continue. Désormais, il découvre le championnat français de ligue 1.

Gilbert Nkurunziza

**NOS IMPRESSIONS**

- Rapports
- Livres
- Boîtes à images
- Calendriers de table
- Calendriers Muraux
- Calendriers sous-mains
- Roll-up
- Blocs notes
- Brochures
- Etiquettes
- Autocollants
- Affiches
- Banderoles
- Catalogues
- Magazines

EXPERTISE & SOLUTIONS

- Impression des journaux
- Papiers en tête
- Papiers chéquiers
- Certificats
- Flyers
- Carte de visite
- Badges PVC
- Badges Événementiels
- Cartes d'invitations
- Dépliants
- Enveloppes
- Reliure
- Facturiers
- Fiche



- Plastifications
- Laminating
- Carte Menus
- Fabrication des Cachets
- Serigraphie
- Signalitiques (Foam Board)

Siège Social: Chaussée d'Uvira (à 400m de l'Ex-BINUB)  
Tél: +257 22 27 59 44 \* 61 103 103 \* site web: www.hopedesign.bi



**AVIS A NOS CHERS LECTEURS**

La direction du journal porte à la connaissance du public en général et de ses lecteurs en particulier qu'il a déménagé vers son nouveau siège social situé sur la chaussée d'Uvira dans l'immeuble abritant les bureaux de l'imprimerie Hope Design. Ce déménagement faisant partie intégrante des réformes visant à restructurer les formats de publication pour cette année 2023.

En plus du bulletin trimestriel « Dossier Pédagogique », le journal diversifie ses canaux de diffusion en renforçant sa présence sur les réseaux sociaux. A l'ère du numérique, la désinformation et les rumeurs inondent les réseaux sociaux. Pour ce faire, le journal Burundi Eco veut exploiter ses plateformes numériques (site web, Facebook, Twitter) pour informer sur l'actualité socio-économique.

Dans cette optique, le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24. Rejoignez dès maintenant des milliers d'internautes du village planétaire qui nous suivent à travers le monde. Ainsi, vous recevrez des flashs d'informations et une revue de la presse directement sur votre téléphone portable. Tout lecteur qui souhaiterait rejoindre le club de plus de 17 000 lecteurs qui reçoivent chaque semaine le journal peut soumettre d'ores et déjà une manifestation d'intérêt à l'adresse mail : [info@burundi-eco.com](mailto:info@burundi-eco.com).

Le Journal Burundi Eco vous propose un numéro chaque semaine en version électronique téléchargeable gratuitement sur le site web du journal [www.burundi-eco.com](http://www.burundi-eco.com). Les réformes envisagées impliquent également l'extension de son service commercial vers les domaines de la communication publicitaire, événementielle et marketing pour ses clients.

**POUR PLUS DE DETAILS**

Benjamin KURIYO, Directeur de publication  
Tél : 65 80 00 09/ 79 787 548  
Email : [direction@burundi-eco.com](mailto:direction@burundi-eco.com)

Mélance BUREGEYA, Directeur Général,  
Tél : 76 109 109  
Email : [bmelance@hopedesign.bi](mailto:bmelance@hopedesign.bi)

**SUIVEZ-NOUS SUR :**

 @BurundiEco

 @Journal BurundiEco

 +257 65 800 009

*Burundi Eco, une voix pour le développement social et économique.*



**NOUS RENDONS VOTRE ENTREPRISE ENCORE PLUS MEILLEURE**

**A PROPOS**

Burundi Eco vous propose un numéro chaque semaine en version électronique téléchargeable gratuitement sur le site web [www.burundi-eco.com](http://www.burundi-eco.com). Les réformes envisagées impliquent également l'extension de son service commercial vers les domaines de la communication publicitaire, événementielle et marketing pour ses clients.

**POURQUOI NOUS CHOISIR ?**

- On vous offre une visibilité accrue et l'accès à des publics différents.
- On vous offre une vitrine extraordinaire pour améliorer globalement l'image de votre marque.
- Améliorer la fidélité envers votre marque.
- On vous aide à recueillir rapidement les avis et les commentaires sur vos produits et services.

**MEDIA**

- Conception du contenu pour site Web.
- Gestion et alimentation des réseaux sociaux pour nos clients.
- Publipostage et marketing par e-mail.
- Programmes d'avis clients.
- Dossier de presse et magazines pour nos clients.
- Agence de presse et photos.

**EVENT**

- Event Design & production.
- Event Management.
- Concept development.
- Shopping Mall Decoration.
- Audio & lighting.
- MC & performance service.

**MARKETING**

- Campagne publicitaire pour nos clients
- Road show
- Stratégies commerciales adaptées



+257 65 800 014  
+257 65 800 009

[info@burundi-eco.com](mailto:info@burundi-eco.com)  
[www.burundi-eco.com](http://www.burundi-eco.com)

Chaussée d'Uvira,  
Immeuble Hope Design



+257 65 800 014  
+257 65 800 009

[info@burundi-eco.com](mailto:info@burundi-eco.com)  
[www.burundi-eco.com](http://www.burundi-eco.com)

Chaussée d'Uvira,  
Immeuble Hope Design